



PROMOTION *GÉNÉRAL GALLOIS*

2016 -2017

La politique étrangère de la nouvelle Afrique du Sud (1994-2017)

Chef d'escadron Arnaud Pellabeuf

Sous la direction de :

M^{me} Sonia Le Gouriellec,

Chercheur à l'IRSEM

RESUME

La transition non-violente qui s'est opérée en Afrique du Sud en 1994 est un modèle du genre et a permis par la suite à ce pays de tenir un rôle majeur sur le continent, et même le monde entier. Sous l'égide du président Nelson Mandela, forte de son histoire particulière et de nombreux atouts, la nouvelle Afrique du Sud a développé une politique étrangère ambitieuse. Elle visait à lui rendre sa place dans le concert des nations, et clairement à prendre le leadership en Afrique, et devenir le porte-parole de l'Afrique dans le monde, à travers notamment les organisations internationales. Cette ambition a été recentrée par le successeur de Mandela, le président Thabo Mbéki, sur le continent africain, par le développement encore plus poussé des organisations régionales. Mais sous la présidence du premier comme du second, la nouvelle Afrique du Sud s'est appuyée sur son économie et ses forces armées, et son expertise reconnue de la médiation et de la négociation. Il convient surtout de souligner le gigantesque travail entrepris visant à faire évoluer la mentalité de certains chefs d'Etat africains. En contribuant à promouvoir la démocratie, et en développant une politique étrangère interventionniste, qui tranche sur les habitudes continentales de souveraineté, l'Afrique du Sud a bel et bien réalisé une révolution.

Aujourd'hui, ses problèmes internes, entre scandales politico-financiers, chômage de masse, xénophobie et répression des manifestations, en sus d'une économie en stagnation et d'une armée déliquescence, remettent largement en cause ce positionnement, sous la présidence de plus en plus controversée du président Jacob Zuma. Sa politique étrangère commence largement à ressembler à celle de pays africains comme le Soudan : au service de son président, avec pour but de permettre à ce dernier ou tout du moins à son parti la longévité la plus forte possible, et l'enrichissement des élites, sans considération pour la population. L'interventionnisme au profit de la promotion des droits de l'Homme et des valeurs démocratiques est déjà un lointain souvenir, et l'Afrique du Sud est en tête des pays qui quittent la CPI. Sans un sursaut politique salutaire, sans une amélioration significative de sa situation intérieure, l'Afrique du Sud ne sera définitivement plus crédible pour tenir le rôle de leader en Afrique et de leader africain dans le monde. Le mythe de la « nation arc-en-ciel » fraternelle et ouverte au monde semble bel et bien avoir vécu.

SUMMARY

The nonviolent transition that took place in South Africa in 1994 is a model of this kind and has subsequently enabled the country to play a major role on the continent, and indeed the entire world. Under the aegis of President Nelson Mandela, with its particular history and many assets, the new South Africa has developed an ambitious foreign policy. It aimed at restoring its place in the concert of nations, and clearly to take the lead in Africa, and to become the voice of Africa in the world, especially through international organizations. This ambition was refocused by Mandela's successor, President Thabo Mbéki, on the African continent, through the further development of regional organizations. But under the presidency of both the former and the second, the new South Africa relied on its economy and armed forces, and its recognized expertise in mediation and negotiation. Above all, it is important to underline the enormous work undertaken to change the mentality of certain African heads of state. By contributing to the promotion of democracy, and by developing an interventionist foreign policy, which contrasts with the continental habits of sovereignty, South Africa has indeed achieved a revolution.

Today, its internal problems, between politico-financial scandals, mass unemployment, xenophobia and repression of demonstrations, in addition to a stagnant economy and a deliquescent army, largely undermine this position, under the presidency of President Jacob Zuma has become increasingly controversial. Its foreign policy is largely beginning to resemble that of African countries such as Sudan: in the service of its president, with the aim of enabling the latter, or at least its party, to longevity as strongly as possible, and enriching the elites, without consideration for the population. Interventionism for the promotion of human rights and democratic values is already a distant memory, and South Africa leads the way in leaving the ICC. Without a healthy political boost, without a significant improvement in its internal situation, South Africa will definitely no longer be credible to take the leading role in Africa and the African leader in the world. The myth of the fraternal "rainbow nation" open to the world seems to have lived.

INTRODUCTION :

Depuis la mort de Nelson Mandela le 5 décembre 2013, qui a réuni les chefs d'Etat du monde entier, l'Afrique du Sud est de nouveau régulièrement mise en avant dans les media. Il semble pourtant s'agir à chaque fois de faits plutôt négatifs, que ce soit la répression violente de manifestations, ou bien des scandales divers.

La fameuse « nation arc-en-ciel », chantre africain des droits de l'Homme et de la démocratie, à la politique étrangère très active dans le monde et en particulier sur le continent africain, ne fait plus aujourd'hui que peu parler d'elle, en comparaison tout du moins avec la période suivant la mort du président Mandela. On ne trouve de plus en France que peu de spécialistes, les écrits étant logiquement beaucoup plus nombreux en langue anglaise, ce qui rend les recherches plus compliquées mais aussi plus intéressantes. Il n'existe pas d'étude exhaustive récente sur le sujet en langue française, mais un corpus d'articles portant essentiellement sur des périodes plus anciennes. Tout au long de la rédaction du présent mémoire, il a fallu suivre l'actualité de l'Afrique du Sud. Celle-ci s'est avérée particulièrement riche et éclairante, s'agissant surtout de politique interne. Cela est un signe en soi, et il n'est pas de politique étrangère ambitieuse qui ne repose de toute façon sur une vie politique intérieure riche et stable, une économie développée, et des forces armées crédibles.

Isolée sur la scène internationale du fait de sa politique raciale de l'apartheid, bien qu'ayant soutenu le bloc de l'Ouest durant la guerre froide, l'Afrique du Sud a connu un tournant majeur avec une transition pacifique lors de la remise du pouvoir à une majorité noire au début des années 90.

Ancien Etat paria, qui a soudainement retrouvé sa place dans le concert des nations, la nouvelle Afrique du Sud sous l'impulsion de son premier président¹, Nelson Mandela, a développé une politique étrangère ambitieuse, libérale et tiers-mondiste. Il s'agissait alors de repositionner l'Afrique du Sud sur la scène mondiale, et de proposer la « nation arc-en-ciel » en modèle à tout le continent africain, de prendre le leadership de ce dernier, et de le représenter dans les grandes organisations internationales.

¹ A cet égard, se reporter à l'annexe 1, p.20, discours d'investiture de Nelson Mandela, 10 mai 1994.

Cette vision idéaliste défendue par Nelson Mandela a cédé progressivement la place à une vision plus réaliste sous son successeur le président Thabo Mbeki, qui a recentré la politique étrangère du pays sur les problèmes africains, lui donnant une dimension plus régionale.

Aujourd'hui, la volonté affichée officiellement est toujours celle d'un leadership assumé du continent africain, que ce soit en interne avec les organisations régionales comme l'Union africaine (UA) et la communauté de développement de l'Afrique australe (SADC), ou en externe avec la revendication d'une place de membre permanent au Conseil de Sécurité de l'ONU, et des relations bilatérales privilégiées avec l'Union Européenne, les Etats-Unis d'Amérique et les BRIC (que l'Afrique du Sud a rejoints en 2010).

Cependant, la réalité ne semble pas encore prête à permettre la mise en œuvre effective de cette politique étrangère. En effet, la position de l'Afrique du Sud au sein du continent africain est loin de faire l'unanimité. Il existe un relatif manque de confiance du reste de l'Afrique, du fait de certaines ambiguïtés. On reproche notamment à l'Afrique du Sud son impérialisme, que lui permettrait son économie, pour l'instant encore la deuxième du continent derrière le Nigéria, après avoir longtemps été la première. De plus, l'engagement sud-africain dans des opérations de maintien de la paix a connu de lourds échecs, comme au Lesotho en 1998, ou plus récemment en République centrafricaine. En République de Côte d'Ivoire, on lui reproche de n'être intervenue que par opportunité économique, avec ses entreprises dans ses bagages.

Surtout, le regain de très fortes tensions internes au pays, la fin de l'hégémonie du parti ANC (Congrès National Africain, dominant la scène politique sud-africaine depuis la fin de l'apartheid) qui semble se profiler, avec la rupture qui va en découler, l'insécurité toujours en hausse, la déliquescence de l'armée sud-africaine et la stagnation économique actuelle, tout cela semble contredire l'idéalisme de la position sud-africaine.

L'Afrique du Sud a-t-elle encore les moyens de ses ambitions ? Ce pays vit actuellement une période de transition dans tous les domaines, ce qui rend cette question particulièrement d'actualité.

Nous étudierons d'abord ce qu'a été la politique étrangère de la nouvelle Afrique du Sud sous ses présidents successifs, avant de nous pencher plus spécifiquement sur la période actuelle afin de pouvoir, à cet éclairage, poser un constat et proposer des pistes de réflexion pour l'avenir.

I/ La politique étrangère de l'Afrique du Sud depuis la fin de l'apartheid : une politique singulière, contrastée et controversée.

11/ De l'idéalisme de Nelson Mandela au réalisme de Thabo Mbéki.

Mis en place en 1948, le gouvernement d'apartheid s'est retrouvé progressivement isolé sur la scène internationale. Les pressions internationales s'ajoutant au boycott, l'économie sud-africaine a fini par s'en ressentir très fortement. A tel point que le président de l'époque, Frederik Willem De Klerk, fut obligé d'entamer un virage politique, qui allait de pair avec un repositionnement de la politique étrangère. En effet, il n'avait plus qu'une alternative : une guerre civile perdue d'avance ou une transition pacifique au profit de la majorité noire. L'apartheid est officiellement aboli en 1991, et en 1994, les premières élections libres en Afrique du Sud ont mené au pouvoir Nelson Mandela, chef de l'African National Congress (ANC)², qui avait dédié sa vie à ce combat. Il s'agit alors d'une véritable rupture. Après des années de combats et d'emprisonnements, le régime de l'apartheid se termine, et grâce à la personnalité de ce leader charismatique, ainsi qu'aux négociations menées avec le régime en place, la transition s'est faite sans heurts majeurs. Nelson Mandela annonce clairement sa volonté d'union et de pardon, ce qui a permis à l'époque la marginalisation des mouvements extrémistes des deux bords.

Dès le début, le nouveau président de la République d'Afrique du Sud cherche à repositionner et à réintégrer pleinement son pays sur la scène internationale, avec la ferme volonté de le faire passer du statut de « citadelle assiégée³ » à celui de leader des pays africains vis-à-vis du reste du monde. Il se présente comme le chantre d'un modèle de transition institutionnelle pour l'Afrique en général⁴. Le but affiché est bien d'aider au développement économique, et à l'instauration de régimes démocratiques en Afrique. Cette vision idéaliste des relations internationales, ne pouvait être portée que par cet homme à part qu'était Nelson Mandela, au sein de cette histoire particulière de la nouvelle Afrique du Sud.

En effet, dès l'élection en 1999 de son successeur Thabo Mbéki, et sous son impulsion, l'Afrique du Sud revient à une vision plus réaliste des relations internationales, adoptant une

²L'ANC est un parti politique fondé en 1912 à Bloemfontein pour défendre les intérêts de la majorité noire contre la minorité blanche, et appartenant à l'internationale socialiste.

³ Thierry Vircoulon, « de la citadelle assiégée à une vision continentale : la pensée stratégique sud-africaine » in La Revue internationale et stratégique n°82 ; été 2011.

⁴ François Lafargue, « Afrique du Sud, de Mandela à Zuma : les ambiguïtés d'une politique étrangère », in La Revue internationale et stratégique n°73, 2009, sur www.cairn.info.

politique étrangère moins tournée vers le repositionnement de l'Afrique du Sud sur la scène mondiale, mais bien plus vers l'Afrique elle-même, à commencer par la sous-région constituée par l'Afrique australe, terre d'influence naturelle de l'Afrique du Sud.

L'Afrique du Sud a construit de façon empirique une politique étrangère fondée sur la médiation et la négociation, pour lesquelles elle a développé une réelle expertise. L'idée générale était de mettre à profit sa propre expérience de transition pour l'appliquer aux autres pays pouvant rencontrer des difficultés. Sa légitimité reposait donc pleinement sur cette transition réussie, et sur l'exemplarité de son gouvernement, de surcroît un des plus puissants économiquement et militairement sur le continent.

Sur le continent, l'Afrique du Sud exerce bien *de facto* un leadership, qu'elle veut sans hégémonie, en développant donc les institutions régionales. Ainsi de la SADC (southern african development community), la communauté de développement d'Afrique australe, œuvrant pour l'intégration économique et des projets de sécurité collective. De même, c'est sous l'influence de l'Afrique du Sud que la moribonde OUA (Organisation de l'union africaine) s'est transformée en Union Africaine (UA) en 2002. Son acte constitutif met en avant le principe d'intervention, qui représente une véritable révolution dans la mentalité africaine. En effet, il s'oppose à celui de souveraineté, mais oblige à plus de démocratie. C'est également Thabo Mbéki qui s'est investi dans la création du projet NEPAD (New partnership for Africa's development), visant à combler le fossé séparant l'Afrique du reste du monde. Dans ce cadre enfin, le MAEP (mécanisme africain d'évaluation par les pairs) a été créé en 2003 comme un outil d'autoévaluation volontaire par les Etats-membres de l'UA, afin de « veiller à ce que leurs politiques et pratiques soient conformes aux valeurs de gouvernance politique, économique et d'entreprise, aux codes et aux normes qui ont fait l'objet d'un accord »⁵.

Sous les présidences Mandela puis Mbeki, la diplomatie sud-africaine a donc développé un véritable savoir-faire en négociations difficiles, et a connu de nombreux succès. Parmi ceux-ci notons les accords de Sun City en 2002, qui consacrèrent la fin de la guerre en République Démocratique du Congo (RDC), ainsi que les accords d'Arusha qui mirent fin à la guerre civile au Burundi.

⁵ www.nepad.org, 04 avril 2017.

Vis-à-vis du reste du monde, l'Afrique du Sud se voit comme le relais naturel de l'Afrique. De ce fait, elle a tissé de nombreuses relations. Privilégiées avec l'Union Européenne et les BRIC (Brésil, Russie, Inde et Chine), et stratégiques avec certains pays développés comme les Etats-Unis. Mais également des relations étroites avec d'autres pays émergents, semblent dessiner un axe sud-sud, dont elle souhaite visiblement être le porte-parole. S'agissant des BRICS, sous l'administration de Jacob Zuma, ils ont fait l'objet d'une attention particulière. D'abord inquiète de ne pas participer à ce forum lors de sa création en 2009, l'Afrique du Sud l'a finalement rejoint en 2011. Malgré sa petite taille à la fois économique et démographique par rapport aux autres pays membres, l'Afrique du Sud a largement pris sa place, notamment pour faciliter les liens entre le forum et l'Afrique en général. En 2013, l'Afrique du Sud a accueilli le cinquième sommet des BRICS sur ce thème⁶. A cette occasion, pour la première fois, des leaders africains ont été invités pour un dialogue avec les leaders des BRICS. Point d'orgue de ce sommet en Afrique du Sud, les discussions autour de l'établissement d'une « BRICS Development Bank »⁷. L'Afrique du Sud a donc développé des relations multilatérales, et se rend ainsi incontournable. C'est devenu une véritable porte d'entrée, dont les partenariats légitiment le rôle de puissance régionale et continentale. Quant à sa place au sein de l'ONU, l'Afrique du Sud a été élue membre non-permanent du Conseil de Sécurité de 2007 à 2008, puis à nouveau de 2011 à 2012. Elle milite pour une réforme en profondeur du système international, notamment des membres permanents du Conseil de Sécurité dont elle se verrait bien faire partie, au nom de l'Afrique. Au cours de ses deux mandats, l'Afrique du Sud a gagné une stature internationale crédible. Elle a pesé sur des sujets aussi variés que les droits de l'Homme au Myanmar ou les interventions humanitaires en Syrie et en Lybie. Et bien sûr, elle a fait la promotion des solutions régionales par le renforcement des organisations idoines.

Ainsi, les ambitions post-apartheid de l'Afrique du Sud étaient bien les suivantes : leader en Afrique, et leader africain dans le monde. Cela s'est bien résumé à travers l'expression très imagée de la « butterfly strategy », ou stratégie du papillon. En effet, c'est comme cela que l'approche de la politique étrangère de l'Afrique du Sud a été décrite. Le corps du papillon représente l'Afrique, et ses ailes déployées représentent les relations avec l'Est et l'Ouest⁸.

⁶ BRICS and Africa : Partnership for Development, Integration and Industrialisation.

⁷ *A Foreign Policy Handbook : An Overview Of South African Foreign Policy In Context For Parliament*, Institute For Global Dialogue (IGD) associated with UNISA with support from the Friedrich-Ebert-Stiftung, p.18.

⁸ *ibid*, p.19.

12/ Un leadership contesté : une politique impérialiste et affairiste ?

Depuis le début de sa jeune histoire démocratique, l’Afrique du Sud peine pourtant à trouver une politique étrangère équilibrée. Il existe un manque réel de confiance du reste du continent, estimant cette politique par trop ambiguë. L’Afrique du Sud, une des premières économies du continent africain, exerce de ce fait-même une influence considérable sur ses voisins. Toute la difficulté réside justement dans cet équilibre à avoir : il ne faut ni verser dans l’impérialisme, ni retomber dans l’isolement.

Si les choses allaient à peu près de soi sous la présidence Mandela, de 1994 à 1999, il n’en va déjà plus de même avec Thabo Mbeki, président de 1999 à 2008.

Portant le poids de son passé, l’Afrique du Sud est logiquement un pays plus attendu sur la question des droits de l’Homme, et de la justice sociale. Les critiques à son égard sont donc nécessairement et logiquement plus fortes encore.

L’Afrique du Sud peine encore à trouver le délicat équilibre entre certaines contradictions, notamment un altruisme de façade, que ce soit dans les négociations ou les interventions, mais clairement sous-tendu par des visées d’expansion économiques. « Dans de nombreux textes officiels, la distinction entre politique intérieure et politique extérieure tend d’ailleurs à s’effacer. La politique extérieure est clairement conçue comme un prolongement de la politique intérieure et des intérêts nationaux »⁹.

13/ Les interventions extérieures de l’Afrique du Sud.

S’il est un point prépondérant dans les relations internationales et donc la politique étrangère, ce sont les opérations extérieures. Ces dernières sont un levier puissant de positionnement d’un pays sur la scène internationale, qui permet de prendre une place de leader et de gagner en crédibilité, du moins lorsque ces opérations sont vues comme des succès. De ce point de vue-là également, la nouvelle Afrique du Sud peine à convaincre, malgré quelques réels succès déjà évoqués.

Après 1994, nous assistons à une explosion des intérêts commerciaux sud-africains avec le reste du continent, passant de 114 millions d’euros d’exportations vers l’Afrique en 1994, à

⁹ Sonia Le Gouriellec, in Questions internationales n°71, janvier-février 2015.

5,17 milliards en 2003¹⁰, soit moins de dix ans plus tard. Cela se comprend d'après l'objectif premier de la diplomatie sud-africaine de Mandela et Mbeki : « promouvoir la démocratie en Afrique et contribuer à la stabilisation du continent et particulièrement de ses conflits les plus insolubles ¹¹ ». En effet, il en résulte un gain politique immédiat en termes de crédibilité de l'Afrique du Sud, mais aussi un gain à plus long terme : l'Afrique se stabilise, ce qui a pour corollaire de permettre l'afflux d'investissements étrangers, et de rentrer ainsi dans un cercle vertueux. Pour obtenir ce résultat, l'Afrique du Sud, suivant sa ligne interventionniste assumée, au rebours du concept-roi de souveraineté, a mené des opérations extérieures, afin de renforcer son image de négociateur et de force de maintien de la paix. D'abord unilatérales comme l'intervention au Lesotho en 1998, puis au sein de coalitions dans des missions de maintien de la paix comme au Darfour et en République démocratique du Congo, et dans des missions d'assistance militaire en République centrafricaine, au Soudan du Sud, en Tanzanie, en Guinée équatoriale et en RDC, pour ne citer que les plus importantes. Toutes ont été largement critiquées. Prenons deux exemples révélateurs : le Lesotho en 1998, c'est-à-dire la première intervention militaire de la nouvelle Afrique du Sud), et la République centrafricaine (RCA) en 2013, l'une des plus récentes.

Au Lesotho, petit pays enclavé dans l'Afrique du Sud, dont la stabilité est primordiale pour cette dernière, 600 soldats sud-africains sont entrés¹² suite à des élections contestées, afin de prévenir une mutinerie de l'armée et des violences dans la capitale. L'ordre public fut maintenu, mais l'Afrique du Sud critiquée officiellement pour être intervenue sans mandat des Nations-Unies ni de l'OUA. Et officieusement surtout pour s'être mêlée du processus post-électoral, ce qui est encore très mal vu en Afrique.

En 2013 en RCA¹³, 13 soldats sud-africains sont tués, et 27 autres blessés au cours d'un affrontement de 9 heures d'une compagnie renforcée contre 1000 rebelles de la Seleka¹⁴. Ces chiffres sont révélateurs de l'état des forces de défense sud-africaines, d'autant qu'ils n'ont pas empêché les rebelles de prendre le contrôle de la capitale. Mais plus profondément, les critiques furent nombreuses pour s'élever contre le soutien de plus en plus controversé du

¹⁰ L'action diplomatique sud-africaine pour la paix en Afrique, Garth le Père, Transcontinentales, février 2006, p.1.

¹¹ Idem.

¹² Opération Boléas, 22 septembre 1998-30 avril 1999, 1^{ère} opération de maintien de la paix menée par l'Afrique du Sud post-apartheid, avec le Botswana (200 hommes), à la demande du 1^{er} ministre du Lesotho, sous l'égide de la SADC, mais sans mandat exprès de celle-ci.

¹³ Opération bilatérale entre l'Afrique du Sud et la Centrafrique, à la demande de cette dernière.

¹⁴ Seleka : milice musulmane rebelle au pouvoir en RCA, ayant pris le contrôle de la capitale en 2013.

président Zuma au président Bozizé. En effet des instructeurs étaient en place depuis 2007¹⁵, et les forces spéciales sud-africaines protégeaient le président de RCA.

Si l'Afrique du Sud, apparue en force au début des années 2000 dans les opérations onusiennes de maintien de la paix, s'était hissée au 4^{ème} rang des pays africains contributeurs, elle a aujourd'hui largement décroché vers des positions moins honorables¹⁶, pour les raisons évoquées plus haut. En 2017, l'Afrique du Sud n'est plus que le 15^{ème} contributeur en forces des opérations de maintien de la paix de l'ONU, et le 7^{ème} pays africain, en prenant en compte les opérations passées¹⁷.

II/ L'Afrique du Sud à la croisée des chemins : la fin d'un modèle ?

21/ Une armée déliquescence.

Dans un article très documenté de Laurent Touchard¹⁸, celui-ci dresse un bilan catastrophique de l'état réel de l'armée sud-africaine, la SANDF (south african national defence force), forte de 55 000 hommes, qui a remplacé en 1994 la SADF (south african defence force) en incorporant aux forces existantes les organisations de guérilla¹⁹. Jugée excellente dans les années 90, elle est aujourd'hui minée, tous corps confondus²⁰, par de nombreux problèmes de fond. Ainsi, 25% des effectifs sont séropositifs, les soldes sont médiocres, et de nombreuses difficultés sociales, notamment liées au logement des troupes, viennent s'ajouter à des budgets de plus en plus contraints. Et cela malgré un emploi toujours intensif. Le sous-effectif est chronique, s'y ajoutent des matériels vieillissants voire vétustes, avec pour corollaire un entraînement réduit, facteur démultiplicateur de risque pour des engagements futurs. Enfin, il existe un risque réel de politisation des armées, du fait de leur emploi en appui des forces de sécurité intérieure lors de différents mouvements sociaux²¹.

¹⁵ Opération Morero pour la protection du président Bozizé, opération Vimbezela pour l'entraînement des forces armées centrafricaines.

¹⁶ L'Afrique dans les opérations de maintien de la paix, évolution d'une participation de plus en plus importante, TRAORE Bakary, in *Revue d'histoire archéologique africaine*, 2012, p.10-11.

¹⁷ www.un.org/fr/peacekeeping, 04 avril 2017.

¹⁸ Laurent Touchard travaille depuis de nombreuses années sur le terrorisme et l'histoire militaire. Il a collaboré à plusieurs ouvrages et certains de ses travaux sont utilisés par l'université Johns-Hopkins, aux États-Unis.

¹⁹ https://fr.wikipedia.org/wiki/Forces_de_d%C3%A9fense_d%E2%80%99Afrique_du_Sud, 04 avril 2017.

²⁰ Armée de Terre, force aérienne, marine, service de santé.

²¹ « SANDF : la profonde crise de l'armée sud-africaine », Laurent Touchard, 29 mars 2013, in www.jeuneafrique.com

22/ Une économie en stagnation.

Aujourd'hui encore deuxième économie du continent africain derrière le Nigéria, l'économie de l'Afrique du Sud, bien que « majeure au plan régional, est très inégale et en quête d'un nouveau souffle²² ». Traditionnellement basée sur l'exploitation des nombreuses ressources naturelles (or, platine, charbon, chrome), ainsi que sur un puissant secteur de services, notamment financiers (bancaires et assurances), elle s'appuie aussi sur la consommation interne d'une classe moyenne multipliée par deux en une vingtaine d'années.

Pour autant, cette classe moyenne s'est essentiellement développée grâce aux prestations sociales, le *Social Grant*, et à une politique de discrimination positive mise en place au début des années 2000²³. Ces mêmes prestations sociales permettent à 18 millions d'habitants (sur 53 millions), de simplement survivre²⁴. La croissance sud-africaine est aujourd'hui atone, et n'a pas encore réussi sa délicate transition d'une économie minière vers une économie plus diversifiée et compétitive. En effet, on constate la persistance d'un chômage de masse, qui touche 40 % de la population active, difficile à résorber du fait d'une pénurie de main-d'œuvre qualifiée. La pauvreté endémique et les fortes inégalités sont un facteur de risque social (manifestations et criminalité) qui rend les indispensables capitaux étrangers encore plus fluctuants. Les entreprises étrangères hésitent de plus en plus à investir en Afrique du Sud, renforçant par là-même ses problèmes économiques, et la faisant entrer dans un cercle vicieux : plus les problèmes internes augmentent, moins les investisseurs sont attirés, et moins les capitaux affluent, plus les problèmes augmentent. A tout cela s'ajoute un problème grandissant de carences en infrastructures, dans le domaine des transports et de l'énergie, qui pèse de plus en plus lourdement sur l'économie. Les délestages électriques fréquents qui coûtent au pays presque un point de croissance²⁵ en sont l'exemple le plus frappant.

A tout cela s'ajoute du coup une menace réelle de dégradation de la note souveraine de l'Afrique du Sud, pays très dépendant des investisseurs étrangers. Le 3 juin 2016, la célèbre agence de notation Standard & Poor's a annoncé ne pas dégrader cette année la note souveraine du pays. Celle-ci est actuellement à « BBB- », c'est-à-dire juste en-dessous du

²² www.diplomatie.gouv.fr, présentation de l'Afrique du Sud, 30 juin 2016.

²³ Le BEE, Black Economic Empowerment, dont l'échec patent est abyssal : il a affecté non seulement la capacité de production des secteurs moteurs du pays, mais il a en plus débouché sur une corruption institutionnalisée.

²⁴ Bernard Lugan, Afrique réelle n°80, août 2016.

²⁵ Ibidem, et www.coface.fr, économie et risque-pays, Afrique du Sud, mise à jour mars 2016.

« junk status », note des pays particulièrement à risques²⁶. Or au vu de l'évolution problématique de la situation politique du pays, l'agence n'exclut pas d'abaisser la note l'année prochaine ou la suivante. Les conséquences d'une telle dégradation pourraient être particulièrement néfastes et sérieuses.

23/ De nombreux problèmes internes.

Outre les problématiques militaires et économiques évoquées supra, le pays connaît actuellement de nombreux troubles politiques, avec une succession de changements et de scandales politico-financiers.

231/ « La pire humiliation pour l'ANC depuis la fin de l'apartheid²⁷ ».

Au mois d'août 2015 ont eu lieu les élections municipales en Afrique du Sud. L'ANC, parti ultra-majoritaire dominant la vie politique du pays depuis l'accession de Nelson Mandela au pouvoir, a obtenu uniquement 54% des voix à cette occasion, alors qu'il n'était jamais descendu en-dessous des 62% depuis 1994. Les principaux partis d'opposition ont fait des percées jamais vues dans des bastions de l'ANC. Cela signe la fin de l'hégémonie de l'ANC, et l'apparition de la DA (Democratic Alliance, alliance démocratique, libéraux) comme principal parti d'opposition. Cela s'explique par le fait que le chômage et les inégalités n'ont cessé de croître, alors même que l'économie a ralenti pour atteindre une croissance quasi-nulle ces dernières années. Cela peut à l'inverse aussi signifier un certain espoir, car le multipartisme et une plus grande compétition sont une chance pour la démocratie, mais soulève également des incertitudes. Il est trop tôt pour pouvoir dire si cela se traduira par de meilleures perspectives pour les citoyens. A cela s'ajoute une vraie et profonde perte de confiance, et un certain cynisme des citoyens par rapport à la démocratie, du fait du bilan catastrophique des élites, en premier lieu du président.

²⁶ www.monde-economique.ch, « l'Afrique du Sud échappe à une dégradation de sa note souveraine par S&P », 3 juin 2016.

²⁷ Titre du Courrier International du 05 août 2016.

232/ Les scandales présidentiels.

En septembre 2016, la présidence annonce que Jacob Zuma, le président en titre de l’Afrique du Sud, remboursera un demi-million d’euros à l’Etat sud-africain, pour des travaux réalisés dans sa résidence privée avec des fonds publics. Cette affaire a créé une très vive controverse dans le pays. En effet, le président avait argué de la nécessité de renforcer sa sécurité, mais une piscine et un poulailler ont entre autres été construits. L’opposition a fait de cette affaire emblématique le symbole de sa lutte contre une corruption généralisée au plus haut niveau de l’Etat²⁸.

De plus, un rapport de 355 pages émanant de la médiatrice de la République, Thuli Madonsela, a été rendu public le 2 novembre 2016, à l’issue d’une bataille juridique, le président ayant dans un premier temps cherché à en faire interdire la publication. Intitulé « la prise de contrôle de l’Etat », ce rapport questionne la gestion des affaires de l’Etat par Jacob Zuma. Plus précisément, la médiatrice met en cause la collusion qui existerait entre une famille indienne à la tête d’un empire industriel et médiatique, la famille Gupta, et le président ainsi que de nombreux membres du gouvernement. Les soupçons d’influence sont nombreux, allant même jusqu’à accuser les Gupta d’avoir pesé sur le président pour imposer la nomination de certains ministres, pour le plus grand profit de cette famille à travers la signature de nombreux contrats publics²⁹. Le rapport est suffisamment précis pour que le scandale soit retentissant et qu’une motion de censure soit votée par l’opposition à l’encontre de Jacob Zuma. Des manifestations ont également eu lieu suite à ces révélations à l’appel du parti d’opposition EFF (Economic freedom fighters³⁰). Le thème de ces manifestations était particulièrement clair : « Zuma must go » (Zuma doit s’en aller). Or le président de la République est selon la Constitution du pays, le responsable de la politique étrangère de l’Afrique du Sud³¹.

²⁸ « Jacob Zuma rembourse près de 500 000 euros à l’Etat sud-africain. », Le Monde, 12 septembre 2016.

²⁹ www.rfi.fr, « Afrique du Sud : possibles « crimes » de corruption au sommet de l’Etat », 2 novembre 2016.

³⁰ Le parti EFF, pour Economic Freedom Fighters, est le deuxième parti d’opposition d’Afrique du Sud derrière la DA, l’alliance démocratique. Il s’agit d’un mouvement radical dirigé par Julins Malema, appartenant à l’extrême-gauche et dissident de l’ANC.

³¹ *A Foreign Policy Handbook : An Overview Of South African Foreign Policy In Context For Parliament*, Institute For Global Dialogue (IGD) associated with UNISA with support from the Friedrich-Ebert-Stiftung, p.8.

A la suite de ces scandales, les plus retentissants mais pas les seuls, Jacob Zuma semblant les accumuler depuis son arrivée au pouvoir en 2009, plusieurs motions de défiance ont été rejetées. La dernière en date, justement en novembre 2016, est une motion émanant directement de l'ANC, le propre parti du président. Cette motion a été déposée à l'occasion d'un conclave de l'ANC, et visait très clairement à provoquer la chute de Jacob Zuma. Si elle a elle aussi été rejetée, cela montre bien malgré tout à quel point la position du président est branlante, car la lutte est de moins en moins feutrée, jusque dans son propre camp. Une telle chose aurait été impossible et inimaginable il y a seulement quelques années, voire quelques mois.

III/ Une politique étrangère impactée de plein fouet par toutes ces problématiques internes :

31/ Une « descente aux enfers » progressive.

Comme nous l'avons déjà évoqué, l'Afrique du Sud du fait de son histoire propre, et de ses visées de leadership régional et continental, est particulièrement attendue sur le thème des droits de l'Homme et sur celui de la politique sociale. Et nous avons vu que sa légitimité chèrement acquise tenait pour beaucoup à l'exemplarité de son gouvernement, ainsi qu'à sa puissance militaire et politique. Toutes choses qui se sont aujourd'hui largement effritées, par ne pas dire effondrées.

A l'origine du changement de paradigme en Afrique qui a vu la souveraineté obligée de s'effacer en partie face au devoir d'intervention, l'Afrique du Sud de Jacob Zuma semble être en train d'opérer le changement inverse, et de provoquer un retour en arrière particulièrement inquiétant pour l'avenir du continent.

Cela se voit à travers plusieurs signes majeurs. Le premier d'entre eux est l'exfiltration du président soudanais Omar El-Béchir (en place depuis 1989) après l'avoir autorisé à assister à sommet de l'UA en Afrique du Sud en juin 2015. En effet, Omar El-Béchir fait l'objet depuis 2009 d'un mandat d'arrêt de la cour pénale internationale pour crimes de guerre, crimes contre l'humanité et génocide au Darfour. Ce conflit aurait fait d'après l'ONU environ 300 000 morts. Lors du sommet de l'UA, un tribunal de Prétoria a assigné le président soudanais à demeurer en Afrique du Sud dans l'attente d'une décision, mais le gouvernement a menti en niant sa présence, et l'a laissé repartir sans l'inquiéter. En mars 2016, la Cour Suprême d'Afrique du Sud a d'ailleurs jugé elle aussi illégale cette décision gouvernementale³².

Le deuxième signe très révélateur de ce retour en arrière, et directement lié au premier, est l'annonce en octobre 2016 par l'Afrique du Sud de sa volonté de se retirer de la CPI. Alors-même qu'elle est signataire du Traité de Rome, traité fondateur de la CPI, et était allée jusqu'à transposer en 2002 la Cour pénale internationale dans son droit national. C'est une décision historique lourde de sens qui vient confirmer la tendance inquiétante qui fait passer du soft-power et de l'ouverture internationale au repli. Certes le retrait ne sera officiellement

³² Article du Monde, « La cour suprême sud-africaine condamne l'attitude de Prétoria dans l'affaire Omar Al-Bachir », 16 mars 2016.

acté qu'en octobre 2017, soit un an après l'annonce officielle au secrétaire général des Nations-Unies, mais nous assistons donc bien de plus en plus à une mise en avant de la souveraineté et de la non-ingérence. La raison officielle, en partie fondée, est une méfiance croissante vis-à-vis de l'Occident, suite notamment aux interventions en Irak et en Lybie. La CPI serait ainsi l'outil de changement de régime de l'Occident. Suite à l'affaire Al-Béchir, le gouvernement d'Afrique du Sud explique que la CPI va à l'encontre de l'immunité diplomatique. Plus prosaïquement, à la tête d'un appareil politique de plus en plus miné par la corruption, le président Zuma ne souhaite pas voir le système se retourner contre lui, et devoir lui-même un jour rendre des comptes à la communauté internationale. Le vrai problème est donc bien celui de l'immunité des chefs d'Etat. L'Afrique du Sud, championne de la promotion de la démocratie en Afrique semble finalement aujourd'hui plus intéressée par la protection des chefs d'Etat africains que par les citoyens et leurs droits. Pourtant, l'Afrique du Sud pourrait trouver d'autres voies que le retrait. Elle pourrait par exemple demander l'instauration d'une clause qui viendrait permettre l'annulation des poursuites en cas d'efforts significatifs. Car en partant, l'Afrique du Sud a coupé toute possibilité de prendre la tête d'une faction réformiste. Le message est particulièrement brutal et mauvais.

32/ Demain, quelles possibilités ?

Prédire quoi que ce soit en relations internationales relève bien évidemment de la gageure. Si l'on est incapable de se prononcer avec certitude sur le devenir de la politique étrangère de l'Afrique du Sud, il est néanmoins possible de donner quelques pistes de réflexion, et d'entrevoir un champ des probables.

321/ Une piste intéressante : le coleadership.

Jacob Zuma a rendu visite au président nigérian Muhammadu Buhari début mars 2016. Si les tensions existent bel et bien entre les deux pays, sur différents sujets³³, les deux chefs d'Etat semblent l'un comme l'autre avoir conscience de la nécessité de travailler ensemble sur un certain nombre de dossiers. Le président Zuma était accompagné de plusieurs ministres importants, dont celui du Commerce et de l'Industrie, de la Défense, de l'Intérieur, et des

³³ <http://www.jeuneafrique.com/308205/economie/president-sud-africain-jacob-zuma-nigeria-apaiser-tensions/>, 04 avril 2017.

Citons les principaux sujets de discorde entre les deux pays : une amende record infligée par l'Etat nigérian au géant sud-africain des télécommunications ; des difficultés pour obtenir des visas vers l'Afrique du Sud ; des agressions contre des immigrants nigériens en Afrique du Sud, qui sont pris pour cible ainsi que d'autres étrangers, et dont les biens sont pillés, accusés de prendre le travail des plus pauvres.

Affaires étrangères. Plusieurs industriels étaient également présents. Cette délégation démontre de la part de l’Afrique du Sud une vraie volonté d’aller de l’avant, et de développer des positions communes. Or le Nigéria et l’Afrique du Sud sont les deux premières économies africaines, le premier étant récemment passé devant l’Afrique du Sud, à la suite d’un changement du mode de calcul du PIB. De plus, les deux économies sont en difficulté, celle du Nigéria qui repose essentiellement sur le pétrole, et gagnerait à se diversifier, ainsi que celle de l’Afrique du Sud comme nous l’avons établi plus haut. Il peut ne s’agir que d’un exercice sans lendemain, mais ce frémissement dans les relations entre les deux pays est aussi vu par certains analystes comme l’ébauche d’un axe Prétoria-Abuja. Ayant de plus chacun son « pré-carré », l’Afrique de l’Ouest pour le Nigéria, l’Afrique australe pour l’Afrique du Sud, on voit donc bien s’amorcer un coleadership sur l’Afrique. Ce coleadership est susceptible de permettre un renforcement de la position de l’Afrique, les relations entre ces deux pays seront donc probablement amenées à se développer³⁴.

322/ Un avenir qui s’annonce sombre.

Malgré tous les atouts de ce grand pays qu’est l’Afrique du Sud, son futur apparaît sous de sombres auspices. En effet, les problèmes internes développés ci-avant ne semblent pas devoir se résoudre prochainement, mais au contraire s’aggraver. S’il existe des personnalités intègres, la corruption paraît s’être en quelque sorte généralisée chez la plupart des hommes politiques. Si la démocratie est préservée et que le multipartisme émerge véritablement après des décennies de domination de l’ANC, il semble pourtant difficile de redresser la pente. Car l’échec sud-africain est bien à la fois économique, social, sécuritaire et politique. Sur le plan économique, le naufrage est patent. Bernard Lugan explique que « la situation est sans espoir à court et à moyen terme puisqu’il faudrait au moins 5% de croissance pour uniquement donner du travail aux primo-arrivants sur le marché de l’emploi et 7% pendant au moins 10 ans pour faire reculer le chômage. Or, la croissance réelle est inférieure à 1% et au premier trimestre 2016, le PIB était en recul de 1,2%³⁵ »³⁶. La société est disloquée par la criminalité, et la faillite politique évidente.

³⁴ Dr. Alfredo Tjiurimo Hengari, du SAIIA (south african institute of international affairs).

³⁵ Instituts Stats SA.

³⁶ Bernard Lugan, Afrique réelle n°80, août 2016.

CONCLUSION :

Si la transition non-violente qui s'est opérée en 1994 est un modèle du genre et a permis à l'Afrique du Sud de tenir un rôle majeur sur le continent et même le monde, ses problèmes internes d'aujourd'hui, entre scandales politico-financiers, chômage de masse, xénophobie et répression des manifestations, remettent largement en cause ce positionnement.

Sa politique étrangère ressemble aujourd'hui de plus en plus à celle de pays africains comme le Soudan : au service de son président, avec pour but de permettre à ce dernier ou tout du moins à son parti la longévité la plus forte possible, et l'enrichissement des élites, sans considération pour la population. Eu égard à son passé, cet état de fait est encore plus malheureux qu'ailleurs, et l'on voit que la promotion des droits de l'homme et de la démocratie en Afrique et dans le monde souhaité par Nelson Mandela et son premier successeur Thabo Mbéki n'est plus que l'ombre de ce qu'elle fut. Dénoncé au Parlement comme « l'homme qui vole les pauvres », Jacob Zuma, le « petit berger zulu » qui a rejoint l'ANC à l'âge de 17 ans avant de devenir chef de ses services de renseignement et de gravir une à une toutes les marches du pouvoir, entraîne aujourd'hui le pays dans sa chute. Sans un sursaut politique salutaire, sans une amélioration significative de sa situation intérieure, l'Afrique du Sud ne sera définitivement plus crédible pour tenir le rôle de leader en Afrique et de leader africain dans le monde. Le mythe de la « nation arc-en-ciel » fraternelle et ouverte au monde semble bel et bien avoir vécu. L'ubuntu, concept cher au cœur de Nelson Mandela qui lui a inspiré sa politique de réconciliation nationale, commence à sonner creux³⁷.

³⁷ L'ubuntu est une notion proche des concepts d'humanité et de fraternité. Pour l'archevêque anglican Mgr Desmond Tutu, prix Nobel de la paix, « quelqu'un d'ubuntu est ouvert et disponible pour les autres » car il a conscience « d'appartenir à quelque chose de plus grand ».

Table des matières

INTRODUCTION :	4
I/ La politique étrangère de l’Afrique du Sud depuis la fin de l’apartheid : une politique singulière, contrastée et controversée.	6
11/ De l’idéalisme de Nelson Mandela au réalisme de Thabo Mbéki.	6
12/ Un leadership contesté : une politique impérialiste et affairiste ?	9
13/ Les interventions extérieures de l’Afrique du Sud.	9
II/ L’Afrique du Sud à la croisée des chemins : la fin d’un modèle ?	11
21/ Une armée déliquescence.	11
22/ Une économie en stagnation.	12
23/ De nombreux problèmes internes.	13
231/ « La pire humiliation pour l’ANC depuis la fin de l’apartheid ».	13
232/ Les scandales présidentiels.	14
III/ Une politique étrangère impactée de plein fouet par toutes ces problématiques internes :	16
31/ Une « descente aux enfers » progressive.	16
32/ Demain, quelles possibilités ?	17
321/ Une piste intéressante : le coleadership.	17
322/ Un avenir qui s’annonce sombre.	18
CONCLUSION :	19
SOURCES ET BIBLIOGRAPHIE :	21
ANNEXE 1.	23
Carte d’Afrique du Sud.	23
ANNEXE 2.	24
Discours d’investiture de Nelson Mandela, 10 mai 1994.	24

SOURCES ET BIBLIOGRAPHIE :

OUVRAGES :

DIKA ELOKAN Pierre-Paul, *Les fondements de de la politique étrangère de la nouvelle Afrique du Sud : acteurs, facteurs et instruments*. Paris, L'Harmattan, 2008.

SOULE KOHNDUOU Fonashade, *Puissances émergentes et multilatéralisme : le cas de l'Afrique du Sud*. Paris, L'Harmattan, 2010.

LUGAN Bernard, *Histoire de l'Afrique du Sud*. Ellipses, 2010.

LAFARGUE François, *Géopolitique de l'Afrique du Sud : une nation en construction*. Coll.Major, PUF, 2015.

SPARKS Allister, *Beyond the Miracle, Inside the New South-Africa*, 2003.

ARTICLES :

VERCOULON Thierry, *De la citadelle assiégée à une vision continentale : la pensée stratégique sud-africaine*. *La Revue internationale et stratégique*, n°82, été 2011, p.155-157.

LAFARGUE François, *Afrique du Sud de Mandela à Zuma : les ambiguïtés d'une politique étrangère*. *La Revue internationale et stratégique*, n°73, janvier 2009, p.32-41.

LE GOURIELLEC Sonia, *Diplomatie : vocation continentale, moyens limités*. *Questions internationales*, n°71, janvier-février 2015, p.56-62.

LUGAN Bernard, *Afrique du Sud : la « nation arc-en-ciel » entre naufrage économique, fractures raciales et implosion politique*. *L'Afrique réelle*, n°80, août 2016, p.2-4.

ARTICLES NUMERIQUES EN LANGUE ANGLAISE :

http://www.southafrica.org.tr/index.php%3Foption%3Dcom_content%26view%3Darticle%26id%3D53%26Itemid%3D57%26lang%3Den

<http://www.gov.za/about-sa/international-relations>

http://www.dirco.gov.za/maputo/speeches2011/remarks_by_charles_ngakula.pdf

<https://www.dailymaverick.co.za/article/2017-02-10-sona2017-south-africas-foreign-policy-missing-in-action/#.WPcXNHrIP6k>

<https://mg.co.za/article/2017-01-10-south-africas-foreign-policy-has-been-at-sixes-and-sevens-heres-why/>

<http://www.economist.com/news/leaders/21663226-country-symbolises-human-rights-and-freedom-turning-its-back-both-clueless-and>

<http://city-press.news24.com/Voices/our-foreign-policy-moving-sa-forward-through-diplomacy-20161221-2>

<http://www.sahistory.org.za/article/south-africa%E2%80%99s-foreign-policy-1994>

TRAVAUX UNIVERSITAIRES :

SLT DENIS de RIVOYRE Louis-Marie, *Un soft power sud-africain : une gestion originale des conflits du continent africain, 1991-2012*. Relations internationales, Ecole Spéciale Militaire de Saint-Cyr, 2012.

SITES INTERNET :

www.afriquesud.net

www.cairn.info

www.institutidrp.org

www.recherches-internationales.com

www.un.org/fr/peacekeeping

DISCOURS :

Discours d'investiture de Nelson Mandela, 10 mai 1994.

DOCUMENTS OFFICIELS :

White Paper on South African participation in international peace mission. 4th October 1999, Department on Foreign Affairs (DFA), Government gazette, Notice 2216 of 1999, Pretoria, 34p.

A Foreign Policy Handbook : An Overview Of South African Foreign Policy In Context For Parliament, Institute For Global Dialogue (IGD) associated with UNISA with support from the Friedrich-Ebert-Stiftung, 59p.

ANNEXE 1

Carte d'Afrique du Sud.



ANNEXE 2

Discours d'investiture de Nelson Mandela, 10 mai 1994

Majestés, Altesses, invités distingués, camarades et amis,

Aujourd'hui, nous tous, par notre présence ici et par nos célébrations dans d'autres régions de notre pays et du monde, nous conférons gloire et espoir à une liberté tout juste née. De l'expérience d'un désastre humain inouï qui a duré beaucoup trop longtemps, doit naître une société dont toute l'humanité sera fière. Nos actions quotidiennes, en tant que simples Sud-Africains, doivent susciter une réalité sud-africaine concrète qui renforcera la foi de l'humanité en la justice, confirmera sa confiance en la noblesse de l'âme humaine et maintiendra tous nos espoirs envers une vie glorieuse pour tous.

Tout ceci, nous le devons tant à nous-mêmes qu'aux peuples du monde qui sont si bien représentés ici, aujourd'hui.

Je n'hésite pas à dire à mes compatriotes que chacun d'entre nous est aussi intimement attaché à la terre de ce beau pays que le sont les célèbres jacarandas de Pretoria et les mimosas du *bushveld*. Chaque fois que l'un d'entre nous touche le sol de ce pays, nous ressentons un sentiment de renouveau personnel. L'humeur nationale change avec les saisons. Nous sommes mus par un sentiment de joie et d'euphorie lorsque l'herbe verdit et que les fleurs s'épanouissent.

Cette unité spirituelle et physique que nous partageons tous avec cette patrie commune explique l'intensité de la douleur que nous avons tous portée dans nos cœurs lorsque nous avons vu notre pays se déchirer dans un conflit terrible, et lorsque nous l'avons vu rejeté, proscrit et isolé par les peuples du monde, précisément parce qu'il était devenu la base universelle de l'idéologie et de la pratique pernicieuse du racisme et de l'oppression raciale.

Nous, le peuple d'Afrique du Sud, nous sentons profondément satisfaits que l'humanité nous ait repris en son sein, et que le privilège rare d'être l'hôte des nations du monde sur notre propre terre nous ait été accordé, à nous qui étions hors-la-loi il n'y a pas si longtemps.

Nous remercions tous nos distingués invités internationaux d'être venus prendre possession avec le peuple de notre pays de ce qui est, après tout, une victoire commune pour la justice, la paix, la dignité humaine.

Nous sommes sûrs que vous continuerez à être à nos côtés lorsque nous aborderons les défis de la construction de la paix, de la prospérité, de la démocratie, et que nous nous attaquerons au sexisme et au racisme.

Nous apprécions infiniment le rôle qu'ont joué les masses de nos concitoyens et leurs dirigeants politiques, démocratiques, religieux, féminins, jeunes, économiques, traditionnels et autres pour parvenir à cette conclusion. Et parmi eux se trouve notamment mon second vice-président, l'honorable Frederik Willem De Klerk.

Nous aimerions également rendre hommage à nos forces de sécurité, tous grades confondus, pour le rôle distingué qu'elles ont joué en protégeant nos premières élections démocratiques et la transition vers la démocratie des forces sanguinaires qui refusent toujours de voir la Lumière.

Le temps est venu de panser nos blessures. Le moment est venu de réduire les abîmes qui nous séparent. Le temps de la construction approche. Nous avons enfin accompli notre émancipation politique. Nous nous engageons à libérer tout notre peuple de l'état permanent d'esclavage à la pauvreté, à la privation, à la souffrance, à la discrimination liée au sexe ou à toute autre discrimination. Nous avons réussi à franchir le dernier pas vers la liberté dans des conditions de paix relative. Nous nous engageons à construire une paix durable, juste et totale.

Nous avons triomphé dans notre effort pour insuffler l'espoir dans le cœur de millions de nos concitoyens. Nous prenons l'engagement de bâtir une société dans laquelle tous les Sud-Africains, blancs ou noirs, pourront marcher la tête haute sans aucune crainte au fond de leur cœur, assurés de leur droit inaliénable à la dignité humaine - une nation arc-en-ciel en paix avec elle-même et avec le monde.

Comme gage de son engagement dans le renouveau de notre pays, le nouveau gouvernement transitoire d'unité nationale examinera, comme cas d'urgence, la question de l'amnistie pour plusieurs catégories de concitoyens qui purgent actuellement des peines d'emprisonnement.

Nous dédions ce jour à tous les héros, hommes et femmes, de ce pays et du reste du monde qui ont sacrifié, de diverses manières, et mis en jeu leur vie afin que nous puissions être libres. Leurs rêves sont devenus réalité. La liberté est leur récompense.

Nous sommes à la fois rendus modestes et exaltés par l'honneur et le privilège que vous, citoyens d'Afrique du Sud nous avez conféré, en tant que premier président d'un gouvernement uni, démocratique, non-racial et non-sexiste, de conduire notre pays hors de la vallée des ténèbres.

Nous comprenons bien qu'il n'y a pas de voie facile vers la liberté. Nous savons bien que nul d'entre nous agissant seul ne peut obtenir la réussite. Nous devons donc agir ensemble en tant que peuple uni, pour la réconciliation nationale, pour la construction de la nation, pour la naissance d'un nouveau monde.

Que la justice soit présente pour tous !

Que la paix soit là pour tous !

Que le travail, le pain, l'eau et le sel soient à la disposition de tous!

Que chacun sache cela, car tant le corps que l'esprit et l'âme ont été libérés pour leur plein épanouissement!

Que jamais, au grand jamais ce beau pays ne subisse l'oppression de l'un par l'autre et ne souffre l'indignité d'être le pestiféré du monde.

Que règne la liberté !

Le soleil ne se couchera jamais sur une réussite humaine si glorieuse.

Dieu bénisse l'Afrique.

Merci. »

Nelson Mandela, le 10 mai 1994